

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE TARN ET  
GARONNE

-----  
COMMUNE DE DURFORT-  
LACAPELETTE  
-----

**ARRETE MUNICIPAL N005**

**Du 16 mai 2024**

**VOIE COMMUNALE**

**Route de St Hubert**

Déviation de la circulation lors des travaux de  
Réfection de la Chaussée réalisés par l'Entreprise  
EUROVIA, sur le territoire de la commune de  
**Durfort-Lacapelette.**

**LE MAIRE DE DURFORT-LACAPELETTE,**

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;

**VU** le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants , R 411-5, R 411-8, R 411-18  
et R 411-25 à R 411-28 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel  
du 6 novembre 1992 modifiée et complétée,

**VU** la demande de l'entreprise ou de l'organisateur;

**Considérant** qu'en raison du déroulement des travaux de Réfection de Chaussée, **sur la Voie  
Communale Route de ST HUBERT effectués par l'Entreprise EUROVIA** pour le compte  
de la Communauté de Communes Terres des confluences

**Considérant** que les véhicules à qui s'applique cette interdiction peuvent emprunter les itinéraires  
de déviation définis au présent arrêté ;

## ARRETE

**ARTICLE 1** : Du 21 Mai jusqu'au 10 juin **2024 inclus**, date prévisionnelle de fin des travaux de  
Réfection de Chaussée sur la route de St Hubert- **sur le territoire de Durfort-  
Lacapelette**, la circulation sera interdite dans les deux sens sur cette voie.

**ARTICLE 2** : En raison des restrictions qui précèdent, la circulation sera déviée localement, dans  
les deux sens, comme suit :

**Voie communale RD 16, RD 957, RD 927 et en fin route d'Espis ( voir Plan)**

**ARTICLE 3** : La signalisation de restriction et de déviation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée.

La signalisation de restriction et de protection du chantier est à la charge et sous la responsabilité de **l'Entreprise exécutant les travaux**

La signalisation de déviation est à la charge de **EUROVIA**

**ARTICLE 4** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de **Durfort-Lacapelette**

**ARTICLE 6** : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de **TOULOUSE** dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

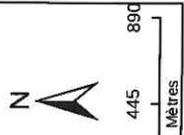
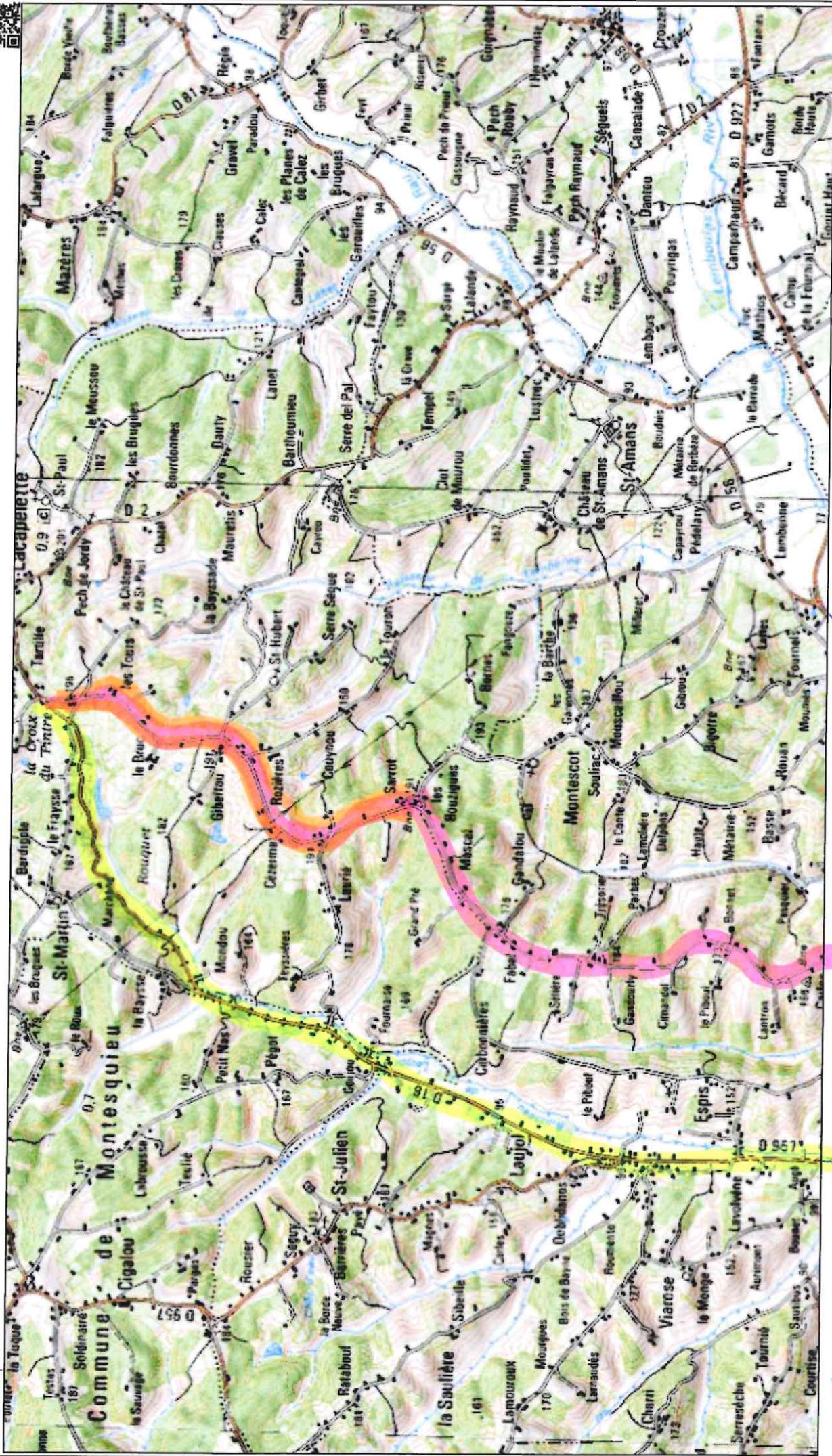
**ARTICLE 7** : MM.e le Maire de la commune de **Durfort-Lacapelette**, le Lieutenant Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de **LAUZERTE**, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Service des transports scolaires
- La communauté des communes Terres des Confluences
- Au SDIS

A **Durfort-Lacapelette** le 16 Mai 2024

Le Maire,





*Zone de Travail*

*Zone Réglementée*

*Itinéraire de Déviation*

